

ENSEMBLE POUR LA JUSTICE SOCIALE

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 20 / 12 / 2018

Pas plus que les gaz ou la matraque, les miettes n'arrêteront pas la colère ...

Le gouvernement et les médias aux ordres ont beau jeu de nous dire que les manifestations étaient en baisse samedi dernier. Pour l'instant, l'absence de perspectives sérieuses de la part des directions syndicales n'aide pas le mouvement à aller plus loin. La brutale répression policière, les arrestations arbitraires et le recours systématique à la violence ont aussi dissuadé une partie de ceux et celles qui se mobilisaient de manifester à Paris. Mais en aucun cas ce ne sont pas les miettes annoncées par Macron qui mettront fin à la colère.

Ensemble, nous avons la force de faire céder le gouvernement

La jeunesse scolarisée est maintenant entrée en scène. Des centaines de lycées ont été bloqués, de même que des facs, avec des assemblées générales réunissant des milliers d'étudiantEs.

Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est que la mobilisation s'étende aux entreprises, que les milliers de cheminotEs qui se sont mis en grève au printemps dernier, que les centaines de milliers de salariéEs qui ont fait grève contre la loi travail en 2016, que les dizaines de milliers de gilets jaunes qui bloquent les ronds-points, que les lycéen-nes et étudiantEs qui bloquent leurs lieux d'étude, que tout cela se rejoigne.

Pas de RICupération de nos revendications

Certains dirigeants auto-proclamés des Gilets jaunes mettent en avant dans les médias la revendication du « référendum d'initiative citoyenne » (RIC). Il est bien légitime de nous défier des politiciens qui n'ont jamais connu nos conditions de travail et de vie. Une grande aspiration démocratique s'exprime, pour que celles et ceux d'en bas puissent décider. Mais pour

les partis institutionnels et le gouvernement, le RIC serait une nouvelle forme de référendum pour faire croire à la population qu'elle décide. Et surtout nous détourner une fois de plus vers les urnes. Ne soyons pas dupes : face à la société capitaliste, il n'y a pas de solutions « institutionnelles ». La lutte est l'arme la plus efficace.

Pour décider, il faut avoir accès aux données permettant de faire des choix : en ouvrant les livres de compte des entreprises, en ayant la possibilité de contrôler l'activité des élus et de les révoquer, en ayant les moyens d'organiser des discussions et des prises de décision démocratiques, en mettant en cause le pouvoir patronal dans les entreprises. C'est nous qui faisons tourner l'économie. Et si nous cessons le travail, nous pouvons alors la bloquer. Par la grève, nous montrons que ce sont les capitalistes qui ont besoin de nous, pas l'inverse !



Le gouvernement est aux abois, sa politique antisociale est contestée. Macron est fragilisé : il doit dégager. Gilets jaunes et salariéEs, nous avons la légitimité et la force du nombre.

Il n'y aura pas de « trêve des confiseurs ». Le gouvernement ne sera pas moins capitaliste en 2019. Alors, toutes et tous ensemble, pour balayer le vieux monde et en construire nous-mêmes un nouveau, « gardons le cap » et nous gagnerons !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



SMIC : MENSONGE A 100 BALLE

Macron a annoncé 100 € d'augmentation du SMIC, « sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur ». Ce sera donc à nous de nous payer nous-mêmes. Le taux horaire du SMIC ne sera pas augmenté, seulement la « prime d'activité » payée par la CAF (nos prestations sociales) : 20 € étaient déjà prévus en janvier et 60 € d'ici 2021. Le SMIC exonéré de cotisations sociales plus 60 € versés par anticipation et le tour est joué : 0 € de plus que prévu. Mais 55% des smicards ne la toucheront pas : il y a des critères (situation familiale, revenus du conjoint, APL...). Et comme c'est une prestation sociale et non du salaire, ça ne compte pas pour la retraite ... Une arnaque sans nom !

SERVICES PUBLICS : PRENDRE L'ARGENT OU IL EST

Macron n'arrête pas de faire des cadeaux par milliards aux plus riches, avec la suppression de l'ISF et le plafonnement des impôts sur les placements financiers. En 2018, les 40 plus grandes entreprises (du CAC 40) auront versé 47 milliards à leurs actionnaires : de quoi créer plus d'un million d'emplois correctement payés dans les services publics. Du simple bon sens. A condition de s'en prendre à une minorité de capitalistes.

SALAIRES, RETRAITES ... PRENDRE L'ARGENT OU IL EST

Il paraît qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses pour les salaires, les retraites ? La suppression du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont bénéficient les entreprises (40 milliards sans aucune obligation en matière d'emploi) et la lutte contre l'évasion fiscale (80 milliards) rapporteraient au contraire 120 milliards par an. De quoi augmenter tous les salaires de 300 euros nets, plus les cotisations sociales. Tellement logique que le seul argument qui reste à Macron, c'est la violente répression des gilets jaunes.

CONTRE LA TYRANNIE, LE JOUR DE GREVE EST ARRIVE!

Les gilets jaunes posent clairement la question de la répartition des richesses. La justice sociale passe par un SMIC à 1800 € net, l'augmentation des salaires et pensions de 300 euros, leur indexation sur les prix, l'abolition des taxes inégalitaires comme la CSG et la TVA. Mais aussi l'arrêt de la casse des services publics (hôpitaux, poste, éducation...), des fermetures de lignes, le développement des transports collectifs, la gratuité des transports urbains. Pour imposer ces mesures, c'est une grève générale interprofessionnelle qui est à l'ordre du jour.

SUPER, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RENAULT !

Avant son arrestation, Carlos Ghosn avait salué « la remarquable contribution de Marc Ladreit de Lacharrière ». Ce responsable au CA des rémunérations de 2002 à 2018 vient d'être condamné à 8 mois avec sursis pour l'emploi fictif de Penelope, la femme de son copain François Fillon. Quant au président du CA, toujours PDG, il reste en prison.

FORD, UN SCANDALE D'ÉTAT

Ford, qui fait des milliards de profits, refuse la reprise de l'usine de Blanquefort par Punch. Tant pis pour les 870 emplois et 3000 emplois induits. Le ministre de l'Économie crie à la « trahison » et dénonce le mépris de Ford, qui refuse de lui répondre au téléphone. Des millions d'euros d'argent public ont été versés à Ford depuis 1974. Cette impuissance est le résultat de choix politiques qui consistent à laisser une totale liberté aux multinationales capitalistes. C'est tellement facile de fermer une usine et de licencier, que Ford y va franco. Comme le dit Philippe Poutou, ouvrier dans cette usine, « Ford se fout de la gueule du

monde depuis des années ». Alors, au vu des millions d'argent public et de profits réalisés sur le travail des salariéEs depuis plus de 40 ans, cette usine devrait être réquisitionnée en tant que bien public, à gérer par celles et ceux qui y travaillent.

CARLOS, RENDS-NOUS NOTRE ARGENT !

Carlos Ghosn reste emprisonné au Japon pour avoir dissimulé 35 millions d'€ de rémunérations chez Nissan et pour avoir détourné 30 millions d'€. Avec 45 000 € par jour, il a dû trouver qu'il ne gagnait pas assez ! Une « enquête interne » est paraît-il en cours pour s'assurer que ses turpitudes ne se sont pas aussi produites chez Renault. Confiée à l'équipe dirigeante, ses résultats ne seront pas publics. En attendant, notre PDG continue à toucher ses millions d'euros sur toute l'année 2018. Du pognon il y en a, mais les salaires restent bloqués au TCR, et partout ailleurs dans le groupe. Assez d'être « pris pour des cons » ! Et si on rejoignait tous ceux qui relèvent la tête pour exiger notre dû, des augmentations de salaires ?

TROP D'IMPÔTS



« GILETS JEUNES » : L'ÉDUCATION PAR LA TERREUR

Des études soumises aux seuls besoins du patronat, la diminution des heures d'enseignement, la remise en cause du caractère national du bac et la sélection à l'entrée de l'université pénalisent les élèves issus des classes populaires. Entre coups de matraque, tirs de flash-ball et humiliation publique infligée à des dizaines de jeunes forcés de se mettre à genoux, Macron réprime « à la barbare » la protestation. Un gouvernement qui criminalise la jeunesse n'a pas d'avenir.

LIBERTE DE CIRCULATION ET EGALITE DES DROITS !

250 associations se sont mobilisées le 18 décembre en solidarité avec les réfugiés, dans un contexte d'offensive raciste en Europe. Il n'y a pas de crise migratoire, mais une crise de l'accueil. C'est un choix de société : redistribuer les richesses aux plus pauvres, étrangerEs ou non. Cela fait écho au combat des Gilets jaunes pour la justice sociale. Les marchandises et capitaux circulent librement sur la planète, quoi de plus normal que les êtres humains puissent en faire autant ? Qu'on y ait été contraint ou qu'on l'ait choisi, c'est un droit fondamental.

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (66%)
Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription
Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil – Agrément de la CNCCFP 06/04/2009

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt
20 décembre 2018